



BÜLTEN BULLETIN

**INFO-TÜRK AJANSI
AGENCE INFO-TÜRK
INFO-TÜRK AGENCY**

EDITION ET DIFFUSION EN BELGIQUE: COODIFF
561, CHAUSSEE DE NINOVE - 1080 BRUXELLES
TELEPHONE: (32-2) 523 22 26 et 522 98 12

PERIODIQUE MENSUEL
Décembre 1976 - G.5-F.2

PROVOCATIONS DE DROITE EN VUE D'OBTENIR LA PROCLAMATION DE LA LOI MARTIALE EN TURQUIE AVANT LES ELECTIONS GENERALES

ANKARA (Info-Türk) - Conformément à la Constitution de Turquie, les élections générales doivent avoir lieu en octobre 1977. Comme l'issue prévisible de ces élections est une victoire des forces démocratiques de Turquie, la droite multiplie ses tentatives de provocation qui pourrait permettre au militaire de rétablir la loi martiale avant le scrutin.

Encouragées et couvertes par le gouvernement, des unités de commando du Parti d'Action Nationale (MHP) de tendance fasciste ont repris leurs attaques armées contre les progressistes à travers toute la Turquie. Entre le 15 novembre et le 15 décembre, les unités de commando et la police ont tué sept personnes et blessé plus de soixante.

Le 12 décembre 1976, les chemises noires turques ont attaqué la délégation du Parti républicain du Peuple (CHP) à Pasinler et blessé 30 personnes parmi lesquelles se trouvait le Secrétaire générale du CHP Orhan Eyüboğlu.

D'autre part, deux étudiants d'université, Aynur Sertbudak et Halis Tazebay, ont été tués lors d'autres raids armés des commandos fascistes à Ankara.

A Diyarbakır, une jeune syndicaliste, Ismail Gökhan Edge, a été torturé à mort par la police. Il avait été arrêté parce qu'on l'avait trouvé en possession d'une déclaration anti-fasciste. Selon les déclarations d'un médecin de l'hôpital où le jeune homme est décédé, Edge est arrivé dans l'établissement, venant du quartier général de la police, couvert de traces de coups et ensanglanté.

Lors de l'enterrement d'Edge, une autre étudiant, Şefik Y. Özdemir a été battu à mort par les commandos fascistes.

En plus, sous prétexte de rechercher le meurtrier d'un agent de police, une furieuse chasse à l'homme est menée dans toute la Turquie par les unités de police et des centaines de progressistes ont été détenus et soumis à la torture.

Plusieurs organisations démocratiques ont élevé des protestations contre la brutalité barbare des commandos et de la police et ont réclamé que les responsables de ces actes soient identifiés et punis.

M. Bülent Ecevit, Président du Parti Républicain du Peuple (CHP) a déclaré: "Les bandits armés de certains partenaires du gouvernement ont complètement aboli la sécurité dans le pays. Ils ont multiplié ses tentatives de provocation pour permettre au militaire de rétablir la loi martiale avant les élections générales où ils devront rendre compte de leurs actes." (C-P-DG-ET-15/12)

LA "GAUCHE DEMOCRATIQUE" TURQUE ADHERERAIT A L'INTERNATIONALE SOCIALISTE

ANKARA (Info-Türk) - Le Parti républicain du peuple (CHP), organisation de la "gauche démocratique" en Turquie, a décidé de demander son adhésion à l'Internationale socialiste comme membre à part entière.

Le président Bülent Ecevit a présenté une proposition dans ce sens à la 23ème Convention du CHP qui s'est tenue du 27 au 30 novembre 1976 en soulignant que cette adhésion serait bénéfique pour le CHP et pour la nation turque et augmenterait les possibilités de contribuer à la paix dans le monde.

Enumérant les principes de l'Internationale socialiste, Ecevit a déclaré que le CHP devait lui aussi accepter et défendre les objectifs suivants:

1. L'établissement d'une démocratie politique pluraliste,
2. L'établissement d'une démocratie économique qui place l'intérêt collectif au dessus des intérêts privés,
3. Une démocratie sociale qui fait du travail la valeur fondamentale et qui refuse toute espèce de discrimination,
4. Une démocratie internationale qui respecte l'indépendance et la souveraineté de toutes les nations, qui s'oppose à toute forme d'impérialisme, qui croit en la solution pacifique des problèmes mondiaux et qui affirme que les pays développés devraient contribuer davantage à combler l'écart entre nations sous-développées et nations avancées.

La décision d'adhérer à l'Internationale socialiste représente un pas remarquable dans la vie politique turque; jusqu'ici, en effet, une loi spéciale interdisait toute affiliation internationale aux partis politiques. Bien que cette loi existe encore, la décision du CHP a, malgré tout, ouvert une voie nouvelle au renforcement des relations internationales pour toutes les formations politiques et démocratiques.

La Convention du CHP a réélu Bülent Ecevit à la présidence du parti. Des trois factions qui luttaient pour le pouvoir au sein du CHP, la liste des 20 noms, préparée par la faction de l'administration conduite par le secrétaire général Orhan Eyüboğlu l'a emporté grâce à Turan Güneş, ancien ministre des Affaires étrangères, dont la faction décida au dernier moment d'abandonner le combat et de se joindre à la faction de l'administration.

La faction de Deniz Baykal, ancien ministre des finances, sort perdante mais montre la force de la tendance de gauche au sein du parti. Ils accusent l'administration du parti de flirter avec les milieux capitalistes.

Après la décision d'adhérer à l'Internationale socialiste et l'adoption du nouveau programme de la "Gauche démocratique", le président Ecevit a déclaré: "Ceci est le programme du peuple. Mais toutes les nations peuvent, dans le cadre de leur réalité propre, adhérer à notre philosophie démocratique de gauche. La Turquie a été le chef de file des nations opprimées dans leur combat pour l'indépendance. J'espère maintenant que le CHP montrera aux pays sous-développés la voie du développement dans la liberté et la justice sociale."

Est-ce réellement là un programme à suivre non seulement pour le peuple turc mais aussi pour les autres nations opprimées? Pour répondre correctement à la question, il convient d'examiner les vues de la "Gauche démocratique" sur certains problèmes.

L'Ordre démocratique de gauche

Bien que le CHP passe pour une formation social-démocrate, son programme adopté par la 23ème Convention et les déclarations du chef du Parti traduisent plutôt une tendance utopico-populiste.

Le nouveau programme du parti, refusant à la fois le principe capitaliste ou marxiste de développement, introduit la notion de "L'ordre démocratique de gauche". En fait, il est une suite logique des principes de Six Flèches (républicanisme, nationalisme, populisme, sécularisme, réformisme, étatismes) imposés par Mustafa Kemal, fondateur du Parti républicain du peuple. Ces principes ont toutefois été mis à jour à la lumière de l'évolution sociale des dernières décades et tiennent compte notamment des éléments suivants:

- les libertés politiques, qui n'avaient jamais existé au moment où le CHP était le seul parti au pouvoir, doivent être respectées,
- Chaque citoyen turc doit bénéficier de l'égalité devant la loi et la solidarité assurant le bien-être doit devenir réalité.
- Le travail doit être reconnu comme valeur suprême de la société,
- Le progrès économique doit aller de pair avec la justice sociale.

"L'Ordre démocratique de Gauche" est défini comme suit dans le nouveau programme du parti:

"Les régimes capitalistes des pays en voie de développement ne sont pas suffisamment à même de garantir la démocratie et les libertés.

"Etant donné que le concept de développement de la Gauche démocratique met l'accent sur une différence du capitalisme et qu'il confie le contrôle de l'économie au peuple et à l'état, il est en mesure de définir une voie nationale en économie, en politique étrangère, en matière de relations internationales et de défense. Dans l'optique de la Gauche démocratique du CHP, nationalisme et populisme se complètent mutuellement.

"C'est pourquoi la démocratie dans le respect des libertés prônée par la Gauche démocratique favorisera le renouveau en intensifiant le pouvoir économique de peuple et en élargissant les libertés et les droits des travailleurs; en renforçant leur action dans l'administration, elle sera le meilleur garant de l'indépendance et de la souveraineté nationale.

"Dans l'Ordre démocratique de gauche que le CHP se propose d'instruire, le populisme sera la source du nationalisme et la liberté sera le fondement de l'indépendance. Cet ordre qui verra se renforcer le développement, la justice sociale et la démocratie permettra à notre indépendance nationale de s'affirmer et de s'établir sur des bases solides."

Les cités-villages et le secteur populaire

Selon le nouveau programme, le village constituera le point de départ du développement économique. Parallèlement à la réforme agraire, des facilités de crédit et l'assistance technique seront fournies aux paysans sous forme de subventions à la production. La création de coopératives de production bénéficiant de crédits bancaires sera encouragée. Des cités-villages (köy-kent) seront créées pour freiner l'exode vers les centres urbains de manière à réorganiser le secteur rural. Le CHP entend promouvoir le secteur populaire (halk sektörü) parallèlement aux secteurs privé et public. Les entreprises gérées par des organisations populaires telles que les coopératives, les unions de travailleurs, etc, formeraient le secteur populaire.

Création de l'industrie de guerre

Le CHP considère que la création de l'industrie de guerre constitue la garantie de l'indépendance nationale et l'élément fondamental du développement économique.

Le Programme du parti dit: "Notre sécurité nationale sera, en principe, auto-suffisante et ne devra pas dépendre des possibilités extérieures d'accords mutuels de sécurité. Notre conception de la sécurité nationale et notre stratégie tiendra compte de l'économie et de la géographie de notre pays. Une industrie de défense sera établie et développée dans des régions où nous pouvons assurer adapter la technologie selon les nécessités de notre stratégie de défense nationale. L'industrialisation sera planifiée et réalisée en fonction des priorités à donner aux industries annexes travaillant pour la défense -en particulier le secteur électronique et automobile."

Relations avec les USA et l'OTAN

"Dans le passé, l'opinion publique a, à plusieurs reprises manifesté des sentiments hostiles aux USA et à l'OTAN. En 1974, ces problèmes ont mis en difficulté mon parti et mon gouvernement. Toutefois, pendant la période où nous étions au gouvernement, on a noté une amélioration des relations avec les USA." (Discours d'Ecevit aux correspondants américains le 28 juillet 1976 à New York). "L'Amérique est une super-puissance. Nous attachons une très grande importance à la poursuite de l'amitié et de la coopéra-

tion avec les Etats-Unis. Mais parfois, soit pour des raisons de politique intérieure, soit du fait de ses responsabilités ou de ses initiatives en tant que super-puissance, l'Amérique est amenée à pratiquer une politique qui va à l'encontre des intérêts de la Turquie. Je pense que la Turquie doit en principe, rester membre de l'OTAN pour autant que l'OTAN respecte ses engagements vis-à-vis de la Turquie. Après tout, c'est un accord mutuel, un accord de sécurité collective. Aussi longtemps que l'OTAN représente quelque chose pour la Turquie, ce principe reste valable. Mais dans les circonstances actuelles, il est douteux que l'OTAN tienne ses engagements vis-à-vis de la Turquie." (Interview de la *Frankfurter Allgemeine Zeitung*).

Relations avec la CEE et la RFA

"J'ai la conviction que pour renforcer sa confiance dans le cadre de la coopération avec l'occident, la Turquie doit resserrer sa coopération avec l'Allemagne. Pour que se développe un sentiment de sécurité et de confiance, elle doit le faire dans tous les domaines. L'amitié et le rapprochement entre l'Allemagne et la Turquie doivent aider à une meilleure compréhension entre les deux pays. Il est certain que les problèmes de la Turquie peuvent être compris en Allemagne mieux que dans n'importe quel autre pays de l'OTAN. C'est pourquoi, si l'Occident veut éviter de pousser la Turquie à choisir une politique alternative, la coopération effective entre la Turquie et la RFA est primordiale. On n'a cessé d'émettre des jugements erronés sur la politique de la Turquie vis-à-vis de la CEE. Toutefois, il n'est pas trop tard, mais il aujourd'hui plus difficile d'améliorer les relations." (*Turkish Daily News*, le 6/7/1976).

Eaux Côtières et Chypre

"Pour ce qui est des droits de la Turquie sur les mers et dans les airs, le CHP poursuivant les efforts entrepris en 1974, contribuera à l'établissement d'un ordre équitable pour l'utilisation des mers, des airs et de l'espace. Il prendra sans tarder les mesures nécessaires en la matière compte tenu des réalités de notre époque.

"Le CHP considère comme un devoir humanitaire et une responsabilité nationale de tout mettre en oeuvre pour garantir la liberté et la sécurité des Chypriotes turcs -acquises par l'Opération de Paix turque de 1974- pour assurer le gouvernement autonome et accélérer le développement dans toutes les zones de la communauté nationale chypriote turque.

"Tout en accomplissant ce devoir et cette responsabilité, il veillera à renforcer la paix dans la région et à faire de Chypre un élément de sécurité et de paix pour la région et pour le monde. A cet égard, le CHP estime qu'il est impératif de tout mettre en oeuvre pour faire de Chypre un Etat fédéral bi-zonal, indépendant et libre vis-à-vis des blocs."

La "Gauche démocratique" et le Parti ouvrier de Turquie (TIP)

Les caractéristiques principales du programme du Parti républicain du peuple (CHP) et des déclarations du président Ecevit montrent que:

1. Le CHP n'est pas une formation politique basée sur une classe sociale précise ou sur l'alliance de classes et de couches travailleuses; au contraire, il favorise la paix sociale entre des classes antagonistes de la société.

2. Il interprète l'Etat comme un organisme qui ne sert pas les classes dirigeantes mais qui se situe au-dessus ou en dehors des classes sociales.

3. Il analyse le progrès social de la Turquie selon une conception idéaliste et non matérialiste.

4. Il n'apporte que des solutions utopiques aux problèmes socio-économiques chroniques du pays.

5. Il ne prend pas fermement position contre la domination impérialiste en Turquie.

Analysant ces caractéristiques, la présidente du Parti ouvrier de Turquie (TIP) Behice Boran critique le CHP dans les termes suivants:

"Dans la lutte pour ou contre la démocratie, le CHP s'avère être à la tête du front pour la lutte démocratique. Il en est ainsi, sur le plan quantitatif, en raison du fait qu'il est le plus grand parti politique. Mais cela n'est pas vrai d'un point de vue qualitatif, car dans ce cas c'est le mouvement de la classe ouvrière et son parti qui comptent le plus. La conception qu'a le CHP de la démocratie et la politique qu'il poursuit sont incapables de mener la démocratie à sa conclusion logique: le socialisme. Le CHP se proclame le champion des libertés de pensée, de parole, d'assemblée, etc... Il aura accompli sa mission historique s'il contribue à consolider ces libertés. Mais il ne peut le faire seul puisqu'il lui manque une ligne politique cohérente concernant le rapport entre ces libertés "classiques" et leurs fondements économiques. Aussi que le pouvoir réactionnaire du grand capital n'aura pas battu en retraite, il ne sera pas possible d'instaurer ou de renforcer les libertés démocratiques. Le "secteur populaire" vanté par le CHP laissera intact le pouvoir du grand capital. Quant à la "politique étrangère personnalisée" prônée par le CHP, elle n'implique pas le retrait de la Turquie de l'OTAN, du CENTO et d'autres accords ou organisations pro-impérialistes. Pour que le CHP puisse mener à bien sa fonction démocratique, il faut qu'un mouvement socialiste existe et se développe à sa gauche." (PT-IT-DG-7/12)

LES HOMMES D'AFFAIRES JAPONAIS, ITALIENS ET FRANÇAIS ENTRENT EN SCENE

ANKARA (Info-Türk) - Immédiatement après que la délégation d'hommes d'affaires allemands soit retournée dans son pays (Voir: Bulletin du novembre 1976), une délégation d'industriels japonais arrivait à Ankara et, en même temps, une délégation de dix membres représentant les industries IRI d'Italie était reçue par des ministres turcs pour discuter des possibilités d'une coopération économique future entre les deux pays. D'autre part, on apprend que deux délégations françaises successives visiteraient la Turquie avant la fin de l'année, en vue d'explorer les possibilités d'une coopération économique et industrielle franco-turque.

Les dix-neuf membres de la délégation japonaise sont des membres du conseil d'administration et des experts techniques de plusieurs corporations réunies dans la Fédération des Organisations économiques du Japon, Keidendren.

Conduite par Kinsho Matsuo, président de la Corporation japonaise Nippon Kokan (fer et acier), la délégation comprenait les représentants des firmes japonaises suivantes: Ishikawajima-Harima Industries Lourdes, Toshiba-Tokio Shibaura, Compagnie d'Electricité, Ube Kosan, Compagnie pétro-chimique, EPDC, Compagnie pour le développement de l'énergie électrique, Mitsui Co. Ltd., Mitsubishi Ltd., Export-Import Bank, Overseas Economic Corp. Fund.

Au cours des contacts avec la délégation japonaise, Sakip Sabanci, président de l'Union des Chambres d'Industrie de Turquie déclara: "La coopération industrielle entre le Japon et la Turquie va au delà de l'industrie de montage. La coopération turco-japonaise dans l'industrie automobile turque contribuera à diminuer la dépendance de la Turquie à l'égard des marchés européens. Des plans ont été élaborés pour la production d'automobiles Honda dans 4 ans en Turquie. D'autre part, le Japon se rend compte que la Turquie, la Grèce et l'Iran sont pour lui les portes vers l'établissement de liens avec la CEE."

A la suite de ces nouveaux contacts, le Consortium japonais comprenant la Nippon Conveyor Co., l'Ishikawajima-Harima Industries Lourdes, et la Mitsubishi Ltd. a reçu une commande pour fournir à la Turquie le matériel nécessaire au transport du charbon. La commande est estimée à environ 21 milliards de Yens. L'Eximbank accorderait à la Turquie un crédit de 18 milliards pour couvrir l'importation d'une centrale thermique construite par Mitsubishi Ltd.

Le Vice-premier ministre Necmettin Erbakan affirme que la Turquie a 200 projets d'investissements industriels à réaliser avant 1982 et s'élevant, selon les estimations, à 16 milliards de dollars. Pour réaliser ces projets, la Turquie devra faire emprunts de l'étranger et importer des technologies. (DN-C-AI-DG-ET- 10/12)

LES HOLDINGS TURCS ENTRENT DANS UNE COMPETITION IMPITOYABLE

ISTANBUL (Info-Türk) - Comme les ressources de la Turquie elle-même ne peuvent couvrir ses investissements industriels, les holdings turcs sont entrés dans une compétition impitoyable pour exercer leur pouvoir sur les organismes financiers.

Généralement les banques préfèrent le crédit à court terme et à des taux d'intérêt élevés attribué au secteur commercial. Cette attitude provoque des conflits entre les industriels et les banquiers en vue de mettre la main sur l'épargne de la population. Pour obtenir des fonds, les industriels avaient émis, depuis plusieurs années, des actions et des obligations à des taux d'intérêt élevés. Ils avaient espéré qu'ainsi l'épargne de la population serait transférée directement au secteur industriel, sans passer par les banques.

Mais, voyant que les banques continuaient à attirer davantage cette épargne, les holdings industriels ont pris l'initiative, cette fois, d'exercer leur pouvoir sur les banques.

Le Holding "Sabancı" arriva à être le seul possesseur de l'Akbank; le Holding Has exerça son contrôle sur l'Istanbul Bank; la Pamukbank était complètement sous le contrôle du Holding Sabancı; le Holding Özakat acquit un pouvoir sur Egebank; le Holding Sabancı et les Entrepreneurs luttent entre eux pour obtenir le contrôle de la Yapı Kredi Bank dont le conseil d'administration est actuellement sous le contrôle des Entrepreneurs.

Récemment la Türkiye Garanti Bank fut l'enjeu d'une compétition féroce entre deux des holdings les plus importants de Turquie: le Holding Koç et le Holding Sabancı...

Le Holding Koç, qui avait décidé d'exercer sa domination totale sur une banque contre l'Akbank de Sabancı, avait commencé à acheter et rassembler les actions de la Türkiye Garanti Bank, qui passait par une crise administrative. On a rapporté récemment que la Garanti Bank était passée entièrement sous le contrôle du Holding Koç; et il en résulta que la grève des employés cessa et que tout rentra dans l'ordre à la banque.

Mais le Holding Sabancı qui ne désire pas que le Holding Koç établisse son pouvoir sur cette banque avait commencé à acheter et rassembler les actions de cette banque par l'intermédiaire des compagnies d'assurance Ak, Atlantik et Dogan qui lui appartenaient. Le Holding Sabancı a racheté une grande quantité d'actions de cette banque à des marchands et aux héritiers des actionnaires décédés. (DN-DG-ET-3/12)

LE CAPITAL DE LA COMPAGNIE RENAULT TURQUE AUGMENTE

ANKARA (Info-Türk) - Le Journal Officiel turque a annoncé qu'une société franco-turque dont le principal actionnaire est le Fonds d'Assistance Mutuelle des Forces Armées turques (OYAK) et qui produit dans le pays des automobiles Renault 12 a reçu du gouvernement l'autorisation de porter son capital de 14 millions de dollars à 42,5 millions de dollars.

L'augmentation du capital devrait élever la capacité de production annuelle des voitures Renault 12 de 20.000 à 35.000 et devrait aussi accroître la fabrication des pièces de rechange et donner des facilités de réparation et d'entretien. (C-D-AI-11/12)

PLUS DE 2/3 DES TURCS EN AGE DE TRAVAILLER NE BENEFICIENT PAS DE LA SECURITE SOCIALE

ANKARA (Info-Türk) - Le Ministre de la Sécurité Sociale déclara qu'environ 5,2 millions de Turcs en âge de travailler peuvent bénéficier des lois sur la Sécurité Sociale. Comme la population de cet âge (15 ans et plus) dépasse 16 millions, ce chiffre ne représente que 32,5 % de celle-ci. Les nombres de personnes affiliées à des organisations de sécurité sociale comme suit:

- 1,2 millions: Caisse de Retraite des fonctionnaires,
- 2,3 millions: Organisme de Sécurité Sociale des Travailleurs,
- 860.000: Organismes de Sécurité Sociale des indépendants,
- 725.000: Travailleurs turcs dans les pays de la CEE,
- 42.000 Vétérans de la Guerre de Libération
- 81.000: Organismes divers,

LA COLONISATION DU NORD DE CHYPRE MENACE AUSSI LES CYPRIOTES TURCS

NICOSIE (Info-Türk) - Au lieu de respecter les résolutions des Nations Unies, le gouvernement turc a intensifié ses efforts en vue de coloniser en y amenant des immigrants de Turquie, les territoires occupés dans le nord de Chypre; et ceci crée de graves dangers pour la sécurité de l'Etat Cypriote et pour l'existence physique et nationale de la population locale, y compris les Cypriotes turcs. Ceci est confirmé dans un rapport publié par la Fédération démocratique des Travailleurs de Chypre: "Une introduction concise au problème de Chypre".

Selon ce rapport, vis-à-vis des Cypriotes turcs qui sont traités en citoyens de deuxième ou troisième classe, les immigrants sont considérés comme citoyens de première classe. "Actuellement dans les territoires occupés de notre île, dit le rapport, nous assistons à la destruction de la communauté cypriote turque elle-même, comme conséquence de cette politique de colonisation poursuivie si vigoureusement par Ankara et par M. Denktash. Il y a eu beaucoup des cas d'attaques ou d'actes arbitraires commis par les immigrants contre les Cypriotes turcs. En plus de l'usurpation des propriétés grecques, ils ont préféré, plutôt que de travailler, faire main basse sur les propriétés non gardées des Cypriotes turcs. Ils font la loi eux-mêmes. Des meurtres sont souvent commis dans les zones où vivent les immigrants mais ces meurtres restent impunis. Des Cypriotes turcs forcés de se déplacer vers les territoires occupés par les actions des troupes d'assaut de M. Denktash ou par des promesses fallacieuses se trouvent dans une situation plus désespérée encore que celle des réfugiés grecs qui ont tout perdu et qui vivent actuellement sous des tentes."

D'autre part, Dr. Fazıl Küçük, ancien vice-président de la République de Chypre signale dans le journal Halkın Sesi du 11 novembre 1976, la friction qui existe entre les Cypriotes turcs et les immigrants amenés du continent vers les territoires occupés du nord. Il affirme que des décisions erronées et irréfléchies prises par les dirigeants après la "victoire du 20 juillet 1974" ont provoqué les problèmes actuels entre Cypriotes turcs et immigrants. Il ajoute que les Cypriotes turcs commencent à se plaindre d'être réduits au rang de citoyens de deuxième ordre. (YK-DG-AI-ET-9/12)

COURSE AUX ARMEMENT ENTRE LA TURQUIE ET LA GRECE

ANKARA (Info-Türk) - Exploitant la tension entre leur deux pays, les gouvernements turc et grec ont augmenté leur budget pour la défense de 1977.

Les dépenses militaires de la Turquie augmenteront de 30% et atteindront un total de 42,5 milliards de livre turque (2,5 milliards de dollar) en 1977. La Grèce, d'autre part, dépensera environ 1,5 milliards de dollar pour la défense de l'année prochaine selon le budget présenté au parlement.

Les dépenses militaires seront équivalent à 7 pour cent du revenu nationale en Grèce et 9 pour cent en Turquie.

Les gouvernements turc et grec souhaitent vivement d'augmenter les dépenses militaires depuis le début de la guerre Chypre en 1974. (C-LT-AI-ET-DG-8/12)

LES GOUVERNEMENTS TURCS SONT RESPONSABLES DE LA GRAVITE DU SINISTRE DE SEISME

VAN (Info-Türk) - Le séisme qui, le 25 novembre 1976 a dévasté une grande région de l'Est de la Turquie à la frontière de l'Union Soviétique et de l'Iran, tuant plus de 5.000 personnes, a été le plus grave enregistré depuis le séisme catastrophique qui, en 1939, dans la même région, fit plus de 45.000 morts.

Une ville au moins, -Muradiye-, a été complètement détruite et beaucoup d'autres villes et villages ont été très fortement endommagés. Mais ce qui est encore plus grave dans cette région où un hiver rigoureux sévit déjà, les survivants continuent à souffrir et à mourir de froid. Le Ministère turc du Logement et de la Construction a annoncé que 60.000 personnes au moins ont été affectués par ce séisme.

En dépit de la température en-dessous de 0° et d'une neige épaisse accumulée par le blizzard, de nombreux survivants sans foyer refusent de quitter leurs villages dévastés, dans la crainte que, s'ils quittent les animaux de leur ferme pour aller ./.

dans des centres de réfugiés, ils perdront également leur dernier moyen de subsistance; car ils n'ont aucune confiance dans le gouvernement et ils pensent que tous les secours envoyés par d'autres nations et par des organisations internationales seront détournés par les fonctionnaires et que les réfugiés n'en bénéficieront pas.

Même si leurs craintes semblent exagérées, ces gens ont le droit de penser ainsi, parce qu'ils ont fait de très mauvaises expériences à ce sujet. Malgré le fait que la région récemment touchée est l'une des deux principales régions de Turquie où les séismes sont fréquents, les gouvernements turcs n'ont jamais appliqué un programme de logement qui logerait la population dans des maisons modernes résistant aux tremblements de terre.

Au cours 73 dernières années, ces régions exposées aux séismes, l'une à l'ouest, l'autre à l'est de la péninsule d'Anatolie, où les chaînes de montagnes du nord et du sud de l'Asie Mineure se rencontrent en une masse géologique jeune de roches instables, ont connu trente deux séismes, qui coûtèrent la vie à 66.282 personnes et détruisèrent 364.870 maisons.

D'autre part, selon les chiffres données par l'hebdomadaire Yürüyüş:

- 47 des 67 provinces de Turquie se trouvent dans les régions de séisme,
- Dans ces régions se trouvent 4.200.000 habitations,
- 3.500.000 de ces habitations sont des maisons primitives,
- 39 pour cent de l'industrie nationale se trouve dans ces régions,
- Sur 100 citoyens de Turquie 66 vivent dans ces régions.

En ne tenant pas compte de ces chiffres, les gouvernements turcs ont obligé la population de l'est de l'Anatolie à continuer à vivre dans leurs maisons de boue qui, notoirement, ne résistent pas aux secousses sismiques; maisons par ailleurs sans électricité, sans eau ni sanitaires. Dans ces régions extrêmement pauvres, il n'y a ni service de santé, ni écoles, et les routes sont tout à fait insuffisantes.

Après chaque séisme, quelques habitations modernes sont construites dans les régions touchées par le désastre, mais elles résistent tout aussi mal, à cause de la corruption des fonctionnaires et des entrepreneurs travaillant "en collaboration".

D'autre part, le plus grand parti des secours alimentaires envoyés par d'autres nations sont vendus au marché noir par ces mêmes cercles corrompus au lieu d'être envoyés dans les régions sinistrées.

En plus, car la plupart de la population des régions sinistrées sont kurdes, en prenant en considération de la politique d'assimilation et de répression contre les Kurdes exercée par les gouvernements turcs depuis la formation de la république, les survivants d'origine Kurde ne veulent pas quitter leurs abris aux montagnes.

Les événements après le séisme confirment les inquiétudes des survivants. Selon les déclarations du président du Parti républicain du peuple (CHP) Bülent Ecevit et des organisations démocratiques, ces pratiques honteuses se sont répétées à la suite du sinistre. Ils accusent le gouvernement d'être responsable principal de la gravité du sinistre de séisme et aussi de cette ignoble corruption. (AI-DG-ET-5/12)

EXPULSION DES ARTISTES CHILIENS ET DES JOURNALISTES ALLEMANDS

ANKARA (Info-Türk) - Expulsion des artistes et des journalistes étrangers de tendance gauche est devenue une pratique du gouvernement de Front Nationaliste en Turquie.

Trois chanteurs populaires chiliens, Angel Parra, Isabel Parra et Patricio Castillo, invités par le Parti Ouvrier de Turquie (TIP) pour participer aux soirées de solidarité avec le peuple chilien, après que leurs deux concerts à Istanbul et à Izmir eurent obtenu un grand succès, avaient été expulsés de Turquie par la décision du gouvernement.

Alors que la réaction mondiale continuait contre cette décision, le gouvernement turc expulsa le 4 décembre 1976 trois journalistes allemands, Jurgen Roth, Edeltraud Rummel et Bernd Huber. Les journalistes furent obligés d'interrompre le reportage sur les Kurdes en Turquie qui était demandé par Amnesty International.

Les films et enregistrements avaient confisqués par la police turque. (C/AB-DG-6/12)